



«François Zocchetto, Président du groupe UDI-UC, Bruno Retailleau, Président du groupe les Républicains, Redonnons de la compétitivité à notre agriculture et à notre filière agroalimentaire»

28/10/2015

# REDONNONS DE LA COMPETITIVITE A NOTRE AGRICULTURE ET A NOTRE FILIERE AGROALIMENTAIRE

**Bruno Retailleau**, Président du groupe les Républicains et **François Zocchetto**, Président du Groupe UDI-UC, ont présenté ce matin, leur **proposition de loi pour donner de la compétitivité à notre agriculture et à notre filière agroalimentaire**.

Depuis le départ, le Gouvernement est dépassé par la crise. Il a pris quelques mesures, mais c'est du rafistolage ! La loi de 2014 est passée complètement à côté de la compétitivité. 30 000 exploitations sont au bord du gouffre, 80 000 emplois sont directement menacés et rien n'est réglé sur le fond ! « *Gouverner c'est prévoir et anticiper, on ne veut plus une succession de plans d'urgence !* » a indiqué **Bruno Retailleau**. Une fois de plus, « *le Gouvernement est passé à côté de la réalité du terrain* », a estimé **Jean Bizet**, Président de la commission des Affaires européennes. Nous l'avons pourtant alerté !

Quand l'agriculture va mal, c'est toute la filière agroalimentaire qui est en jeu ! **Pour éviter de continuer d'aller de crise en crise, nous avons décidé de tirer les leçons qui s'imposaient**. « *Nous allons défendre un texte car les mesures du Gouvernement sont insuffisantes. Nous ne pouvons pas laisser le monde agricole sous respirateur artificiel* », a déclaré **François Zocchetto**. Les sénateurs les Républicains et UDI-UC ont déposé une proposition de loi pragmatique qui s'efforce de répondre aux préoccupations de la profession. « Nous avons voulu un texte pragmatique, sans faire de l'idéologie par souci d'efficacité » a souligné, **Jean-Claude Lenoir**, Président de la commission des Affaires économiques.

**A travers de meilleures règles du jeu entre acteurs des filières agricoles et alimentaires, en facilitant l'investissement et la gestion des risques dans les exploitations agricoles ou encore à travers l'allègement des contraintes** qui pèsent sur nos producteurs, nous voulons permettre à la France de reprendre son rang de première agriculture européenne. Pour **Daniel Dubois**, Président du groupe de travail sur la simplification des normes agricoles : « *Face à un empilage de normes, nous ne pouvons pas nous satisfaire d'un moratoire. On n'a cessé de mettre du plomb dans la selle du cheval France et maintenant on s'étonne qu'il ne puisse plus sauter l'obstacle ! La surenchère normative est un véritable frein à la compétitivité du secteur* ».

« Cette proposition de loi va redonner du cœur à nos éleveurs qui n'y croient plus, » s'est réjoui **Daniel Gremillet**, rapporteur de ce texte, qui sera examiné en séance publique le 9 décembre prochain.

Contact presse : Frédérique HENRY / Camille LOUIS  
01 42 34 21 18 / 01 42 34 30 58 - communication@uc.senat.fr  
Internet : [www.udi-uc-senat.fr](http://www.udi-uc-senat.fr)  
Twitter : [@UC\\_Senat](https://twitter.com/UC_Senat)  
Facebook : [SenateursUDIUC](https://www.facebook.com/SenateursUDIUC)